

Du processus de Bologne au « *scienglish* » :
menaces sur les sciences humaines

À l'occasion de la publication du dernier livre de Claire Joubert, *Critiques de l'anglais*, une table ronde consacrée à la situation faite par la langue anglaise à la littérature dans le nouvel ordre politique et culturel mondial s'est tenue le 30 mai 2016 au Reid Hall (4 rue de Chevreuse), Centre parisien de l'Université Columbia (New York). Cette table ronde réunissait Claire Joubert, Catherine Bernard, François Rastier et Marc Arabyan. Le texte qui suit constitue la contribution de Marc Arabyan.

Le processus de Bologne vise à faire de l'Europe continentale un espace compétitif à l'échelle de l'économie mondiale de la connaissance face aux deux blocs concurrents, asiatique et anglo-américain. C'est d'abord un programme coordonné de rapprochement des systèmes d'enseignement supérieur, amorcé par la déclaration de la Sorbonne du 25 mai 1998 (à l'occasion du 800^e anniversaire de l'Université de Paris), qui a conduit à la création en 2010 de l'**Espace européen de l'enseignement supérieur**, réunissant les 47 États du Conseil de l'Europe. Outre l'Union européenne, cet espace s'associe la Turquie et la Fédération de Russie. L'enseignement supérieur africain et celui de l'ex-Union soviétique ont aussi été en partie réformés en raison de leur appartenance à la zone d'influence de l'Europe occidentale. Depuis 2010, cependant, la notion de concurrence a été progressivement remplacée par celle de collaboration entre les blocs, ceci dans le but d'améliorer la productivité de la connaissance dans le nouvel ordre économique mondial. L'Université est ainsi de plus en plus profondément intégrée à l'économie globale comme système de production de connaissances dans ce que certains appellent la société dite « post-industrielle », fondée sur les consommations dites « immatérielles » ou « dématérialisées » des populations (beaucoup de guillemets sont ici nécessaires).

Les notions synonymes « économie du savoir », « économie de la connaissance », « économie de l'immatériel », « capitalisme cognitif » sont issues de recherches américaines, parues dans les années 1970, selon lesquelles les métiers de l'information et de la communication constituaient déjà à l'époque, aux États-Unis, 45 % de l'activité. L'arrivée de l'informatique et de l'internet grand public n'a fait qu'augmenter ce pourcentage. Contrairement à ce qu'on pourrait penser au vu des politiques menées en France depuis

trente ans, ce mouvement historique décisif, ce nouveau cycle dans l'histoire de l'Humanité, a pour effet de placer **l'université au centre** de l'intérêt des États. Elle est devenue un enjeu économique majeur. Il est vrai qu'en France l'université est concurrencée par les Grandes Ecoles, ce qui fait du contrôle de l'université et de son financement des enjeux moindres que dans les autres pays. En résumé :

Avec la **convention de Lisbonne**, en 1997, la **déclaration de Bologne** en 1999, puis la **conférence de Londres** en 2007, le Conseil de l'Europe adopte les trois cycles (3, 5, 8) sur le modèle du concurrent américain, *graduate, post-graduate, doctorate*, avec reconnaissance mutuelle des *European Credits Transfer System*. Même si cela n'a pas été tout de suite mis en avant, la langue anglaise a de fait été immédiatement choisie comme langue officielle de la communauté scientifique mondiale et de l'enseignement supérieur, y compris en France en remplacement du français.

Les conférences suivantes ont réuni tous les deux ans les ministres de l'Enseignement supérieur d'Europe (successivement 29, 34 et 47 États) sous l'égide du Conseil de l'Europe à Salamanque et à Prague en 2001, Berlin en 2003, Bergen en 2005, Louvain en 2009, Budapest et Vienne en 2010, Bucarest en 2012, Erevan en 2015. **L'intégration du doctorat et de la recherche** au programme européen d'enseignement supérieur a été actée ; une **politique d'assurance qualité** des établissements a été mise en place, avec deux conséquences pratiques : (1) la participation aux **classements internationaux** sur critères communs, dont le nombre de Prix Nobel (dont on sait qu'il n'en existe ni en sciences humaines et sociales ni en sciences du langage) et (2) **l'évaluation individuelle** des laboratoires et des enseignants chercheurs. Des observateurs d'Australie, Brésil, Canada, Chine, Égypte, Éthiopie, Israël, Japon, Mexique, Maroc, Nouvelle-Zélande, Tunisie et finalement États-Unis sont désormais invités.

Toutes ces mesures ont été décidées, appliquées et évaluées par le Conseil de l'Europe, une instance administrative inspirée par l'économie néolibérale de l'École de Chicago et exerçant son pouvoir sans contrepartie, sans opposition et sans contrôle. En d'autres termes, sous couvert d'autonomie de gestion financière, académique et scientifique leur garantissant une totale liberté d'organisation et de gestion, toutes les Universités européennes sont soumises à une structure qui les dirige de haut en bas de façon invisible pour la base, avec peu de contraintes sensibles et beaucoup d'avantages tangibles sous forme d'échanges et de mobilité pour les étudiants et les enseignants.

Pour ce qui est de la recherche scientifique en Lettres et Langues et en SHS, trois phénomènes parallèles à ces évolutions attirent l'attention :

(1) Le développement d'internet à la fois comme archive et comme moyen de communication s'est effectué en langue anglaise et sur des bases anglo-américaines, avec les sociétés Apple, Adobe, Agfa pour ce qui est de l'édition, Google, Amazon, E-Bay et FaceBook pour la face grand public de l'iceberg, qui comprend dans sa masse immergée de grandes sociétés industrielles numéro un et numéro deux mondiales elles aussi d'obédience étatsunienne : IBM, DEC, Motorola, Intel, Microsoft, Sun, Cisco, EMC, Oracle, Symantec, United Technologies, Electronic Data System, Advanced Micro Devices..., dont les noms ne sont même pas connus du public (il faut un certain effort de recherche pour les identifier, car la matérialité des NTIC n'est reconnue que par les professionnels de l'électronique). Il n'existe rien d'équivalent en Europe, de sorte que toute la recherche et une part croissante de l'enseignement supérieur non seulement françaises, mais globalement européennes et mondiales, dépendent d'une vingtaine de firmes US s'exprimant en anglais.

(2) Cette suprématie de la langue anglaise donne naissance à ce que je propose de nommer le *scienglish* (mot valise formé de *science* + *english* articulé autour de la syllabe commune *-en-*), constitué de petits vocabulaires standard et de spécialité et d'un non moins petit nombre de tournures syntaxiques répétitives, imprégné de néologie scientifique elle-même anglaise. Passe encore pour les mathématiques dont le langage symbolique est universel, mais qu'en est-il pour la linguistique ? La pidginisation du discours scientifique peut-elle faire escompter des progrès ? Peut-on penser de façon créative dans une langue non maternelle ? Ou bien toute publication doit-elle désormais passer par la traduction ? Qui se soucie de ces questions chez les décideurs politiques et financiers ?

(3) En tant qu'éditeur, je constate que l'influence des lectures scientifiques anglaises des chercheurs français que je publie « contamine » de plus en plus fortement les éléments techniques de leurs publications, notamment les supports d'évaluation bibliométrique telles que les signalent les annexes intitulées de moins en moins « Bibliographie » et de plus en plus « Références bibliographiques » et même « Références » tout court, d'après l'anglais *references*. Les normes bibliographiques doivent répondre aux besoins du HCERES (Haut Conseil de l'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur) et de son homologue européen, l'*European Research Council* (« *Supporting top researchers from anywhere in the World* »).

Les auteurs numérotent de plus en plus leur introduction par un numéro 1, ce qui donne (sans frémir) le numéro de section 2 à la première partie de leur exposé, le numéro 3 à la deuxième et le numéro 4 à la troisième, le numéro 5 à leur conclusion. Le plan en trois parties est inspiré des articles de biologie et de physique structurés en (1) problématique théorique, (2) protocole expérimental et données, (3) discussion des résultats. L'influence d'internet et de la littérature scientifique US est renforcée par une institution elle aussi américaine, l'ISO, *International Standard Organization*, une ONG internationale créée à Londres en 1947, aujourd'hui financée par 161 États dont la France, basée de fait en Californie même si son siège social est à Genève. Les normes bibliographiques ISO 690, francisées par l'Afnor Z-44-005 en 1987 (il y a eu depuis ISO 690-2, Afnor Z-44-005-2 en 1998), ont été conçues à une époque où l'informatique ignorait les italiques (Windows n'existait pas encore). Elles ne savent toujours pas distinguer le titre d'un article et celui d'un recueil, d'une revue ou d'un livre, ce qui a entraîné des contournements dignes d'illettrés à base de séparateurs de champs de type *tab-tab-return*, les guillemets, les parenthèses, les points, l'abréviation des prénoms et d'*et alii*, les « *In* » dont on ne sait plus si c'est du latin ou de l'anglais, les « ed. » et « eds. » pour « editor » ou « editors » au lieu de « dir. » ou « org. », alors que l'anglais possède un « publisher » qui donne à « editor » un sens radicalement différent du français « éditeur », en l'occurrence « responsable scientifique » ou « directeur de collection ». Le renversement (malgré la mention *s.l.n.d.* pour « *sine locus nisi datum* ») de l'ordre éditeur, ville, année, en ville, éditeur, année, a amené les rédacteurs des normes à placer un « : » entre la ville et l'éditeur pour faciliter la compréhension des opérateurs de saisie employés par les bibliothèques américaines et cependant mauvais en géographie. S'ajoute l'apparition récente dans les bibliographies françaises d'une mode inspirée par les cognitivistes américains, lesquels se distinguent des chercheurs de moindre importance scientifique en plaçant les pages d'articles avant, et non après, la mention de l'éditeur et du lieu d'édition. Les précédents standards mondiaux, rédigés en français sous l'autorité de l'Unesco d'après la tradition de la Bibliothèque nationale, moisissent désormais dans les poubelles de l'histoire.

Encore une bataille intellectuelle, mais aussi culturelle, perdue par l'Europe et gagnée par la recherche hollywoodienne !